

eur première initiative est tombée à plat, mais ne constitue sans doute qu'un début. Le président français, Emmanuel Macron, le chancelier allemand,

## « Le rapprochement entre Macron, Merz, Starmer et Tusk marque un tournant dans le soutien à l'Ukraine »

### CHRONIQUE

#### Philippe Ricard

Friedrich Merz, les premiers ministres

britannique et polonais, Keir Starmer et Donald Tusk, ont bien tenté, lors de leur voyage commun à Kiev, samedi 10 mai, de lancer une sorte

d'ultimatum à Vladimir Poutine, sous

la menace d'un nouveau train massif de sanctions, pour qu'il accepte enfin le cessez-le-feu proposé depuis plus de deux mois par Donald Trump. Le président russe n'en a rien fait, puis, sans surprise, a snobé, quelques jours plus tard en Turquie, le rendez-vous fixé comme un défi par son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky.

**Lire aussi | [En direct, guerre en Ukraine : Moscou et Kiev s'accusent mutuellement de ralentir la reprise des négociations](#)**



Ces grandes manœuvres ont beau avoir tourné court, elles ont scellé le rapprochement entre quatre dirigeants européens mobilisés en soutien de l'Ukraine face à la Russie. Aux yeux des membres de ce quatuor, tout démontre à ce jour que Vladimir Poutine n'a pas l'intention d'arrêter « sa » guerre, plus de trois ans après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Mais la difficulté est d'en convaincre Donald Trump. En effet, les combats continuent sur le front, tandis que missiles et drones russes poursuivent, chaque jour, leur travail de sape en profondeur, en

ciblant des civils et des infrastructures. Une paix négociée « *juste* » et « *durable* » semble encore très loin.

Il n'empêche, ce voyage à quatre marque un tournant dans la mobilisation des Européens pour tenter de peser sur l'issue d'un conflit dont dépend leur sécurité collective. A plusieurs reprises ces dernières semaines, on a vu les uns et les autres rassemblés autour d'un téléphone pour parler ensemble au président américain. A l'inverse, aucun n'a entrepris de s'adresser au président russe, bien qu'Emmanuel Macron, notamment, n'exclut pas cette possibilité, si son homologue le veut bien un jour.

## Dépasser le tandem franco-allemand

Un tel format constitue la pointe avancée de la « coalition des volontaires » que les Européens ont mis en place, à l'initiative des dirigeants français et britannique, afin, à l'origine, de déployer des troupes occidentales sur le territoire du pays agressé, en cas de cessez-le-feu. Cet attelage permet de rassembler l'Ouest et l'Est du continent, en intégrant la Pologne, force militaire montante, en première ligne face à la Russie et sa vassale biélorusse. Une puissance continentale en devenir, encore marquée par l'aveuglement de Paris et de Berlin face à Moscou avant l'invasion de février 2022.

Ce format à quatre permet au passage de dépasser le tandem franco-allemand, plus que jamais à la recherche de lui-même face aux multiples défis – sécuritaires, énergétiques, économiques – que constitue le retour de la guerre en Europe. Il permet enfin de renouer avec le Royaume-Uni, en surmontant les turpitudes du Brexit, et de bénéficier des restes de la « relation spéciale » que Londres prétend préserver avec Washington.



De gauche à droite : le chancelier allemand, Friedrich Merz, le président français, Emmanuel Macron, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et les premiers ministres britannique et polonais, Keir Starmer et Donald Tusk, à Kiev, le 10 mai 2025.  
LUDOVIC MARIN/VIA REUTERS

Après ce tour de chauffe, d'autres occasions plus importantes encore se profilent pour les quatre dirigeants européens, dans la perspective du sommet de l'OTAN, les 24 et 25 juin à La Haye, aux Pays-Bas, le premier depuis le retour au pouvoir de Donald Trump. Au-delà du débat sur les fameux 5 % du produit intérieur brut de dépenses militaires exigés par le président américain, le sort de l'Ukraine devrait figurer tout en haut de l'agenda de la rencontre, peut-être en présence de Volodymyr Zelensky, bien que son pays soit condamné à rester en dehors de l'organisation. La réunion des trente-deux dirigeants de l'Alliance atlantique sera précédée d'un sommet du G7, au Canada – le premier pour Trump II, Starmer et Merz –, et suivie d'un Conseil européen à vingt-sept, à Bruxelles.

Deux scénarios se profilent dans les prochaines semaines, que Donald Trump persiste ou pas à vouloir négocier avec Vladimir Poutine. Si le président américain s'enferre, en dépit des manœuvres dilatoires de son homologue russe, les quatre dirigeants européens ont un même objectif : infléchir les tractations engagées entre les Etats-Unis et la Russie, l'administration Trump ayant jusqu'ici multiplié les concessions au chef du Kremlin, sans pour autant être en mesure de le contraindre à mettre un terme aux hostilités. Forcés de jouer le jeu de la Maison Blanche, le groupe des quatre ne veut pas d'un accord à tout prix, au détriment de leurs intérêts de sécurité et de ceux de l'Ukraine.

## La fin de l'aide américaine

Au contraire, si Donald Trump jette le gant, la guerre risque de se poursuivre, au moment où la Russie est à l'initiative sur le terrain. Les quatre alliés européens devront examiner alors les moyens de soutenir davantage encore l'Ukraine sur le plan financier, comme militaire. Une tâche d'autant plus rude que le paquet d'aide américaine mis sur les rails par Joe Biden est bientôt épuisé, et que tout laisse penser que l'administration Trump n'a, sauf retournement de situation, pas l'intention d'en bâtir un nouveau.

**Lire aussi |**  [En Ukraine, la défense antiaérienne peine à faire face à l'intensification des frappes russes](#) 

Reste à savoir si le quatuor sera en capacité de vraiment peser face à l'axe Trump-Poutine. Au fond, chacun de ses membres est en situation délicate à domicile, entre difficultés politiques et manque de marges de manœuvre budgétaires. Emmanuel Macron voit la fin de son mandat se rapprocher d'autant plus vite que l'échec de la dissolution de l'Assemblée nationale le prive depuis bientôt un an d'une majorité au Parlement. Bien élu, Keir Starmer a connu des débuts difficiles et il est confronté à une extrême droite capable de prendre le dessus sur les conservateurs.

Depuis son retour au pouvoir, Donald Tusk a jusqu'ici dû composer avec le parti souverainiste Droit et justice (PiS), qui contrôle la présidence polonaise, au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> juin, et un second tour de scrutin présidentiel qui s'annonce serré entre le candidat du gouvernement et celui de l'opposition. Friedrich Merz est le plus récemment arrivé aux affaires, mais sa coalition pourrait être fragile, comme l'a montré son échec au premier tour de scrutin lors de son élection par le Bundestag, le 6 mai.

Tous ont noté que Donald Trump considère désormais que Vladimir Poutine est « *complètement fou* », en raison des attaques prolongées de son armée sur les civils. Rien ne dit qu'il s'agisse de l'amorce d'un tournant en faveur de Kiev, ou du signe avant-coureur d'un retrait définitif de Washington des champs de bataille diplomatiques et militaires ukrainiens. Dans cette dernière hypothèse, le groupe des quatre devra faire face à de lourdes responsabilités.